

**Assemblée générale**

Distr. générale
23 novembre 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 44 de l'ordre du jour

Question de Chypre

**Lettre datée du 18 novembre 2021, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de la Turquie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 18 novembre 2021, qui vous a été adressée par le Représentant de la République turque de Chypre-Nord, M. Mehmet Dâna (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 44 de l'ordre du jour.

Le Représentant permanent
(*Signé*) Feridun H. Sinirlioğlu



**Annexe à la lettre datée du 18 novembre 2021 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je vous écris en réponse à la déclaration que la représentante chypriote grecque a faite le 1^{er} novembre 2021 devant la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) de l'Assemblée générale. Les représentants chypriotes grecs profitent depuis longtemps de l'absence de la partie chypriote turque dans les instances internationales pour déformer de manière flagrante les faits historiques et juridiques concernant Chypre. Je me vois donc contraint de répondre par écrit afin de rétablir la vérité et de porter à votre attention les vues de la partie chypriote turque sur le maintien de la paix et les missions politiques spéciales.

Je tiens tout d'abord à rappeler qu'il n'y a pas une autorité unique compétente pour représenter à la fois les Chypriotes turcs et les Chypriotes grecs, ou l'île dans son ensemble. Les déclarations faites par les Chypriotes grecs, qui se posent en représentants de la prétendue « République de Chypre », sont donc juridiquement nulles et non avenues aux yeux du peuple chypriote turc.

Les représentants chypriotes grecs continuent de désinformer la communauté internationale en employant le terme « occupation » pour qualifier le problème de Chypre. Il est crucial de souligner à cet égard qu'aucune des résolutions du Conseil de sécurité relatives à la question de Chypre ne qualifie d'« occupation » la présence turque sur l'île, qui est légitime et justifiée au regard des traités internationaux de 1960 concernant Chypre. En réalité, l'île ne connaît qu'une seule occupation, qui dure depuis 1963 : celle du siège du Gouvernement chypriote par l'administration chypriote grecque, qui a détourné la défunte République de Chypre fondée en 1960. Il est également intéressant de noter que si la représentante chypriote grecque mentionne le fait que « l'autodétermination est un droit inaliénable », elle oublie, comme par hasard, de mentionner que les Chypriotes grecs ne sont pas les seuls sur l'île à bénéficier de ce droit inaliénable.

En ce qui concerne la question de la zone clôturée de Maras (Varosha), évoquée par la représentante chypriote grecque, il ne faut pas oublier qu'au fil de nombreuses décennies, Maras est devenue un véritable symbole du statu quo sur l'île, et il est indéniable que maintenir cette zone dans son état actuel n'est dans l'intérêt de personne. Il convient de noter à cet égard que la zone clôturée de Maras fait partie du territoire de la République turque de Chypre-Nord, où notre gouvernement exerce une compétence et une autorité exclusives. Les travaux actuellement menés dans cette zone ainsi que les mesures prévues pour l'avenir sont conformes au droit international et ne portent pas atteinte aux droits de propriété privée. Il s'agit d'un acte humanitaire qui apportera des avantages économiques tant aux Chypriotes turcs qu'aux Chypriotes grecs et permettra de créer une zone exceptionnelle où ces deux communautés mais aussi les ressortissants étrangers pourront travailler ensemble dans un intérêt mutuel. Un tel exemple de relation de coopération sera également propice aux efforts visant à trouver un règlement librement négocié et mutuellement acceptable dans l'île.

Pour ce qui est du maintien de la paix, comme vous le savez, l'un des principes directeurs des opérations de maintien de la paix que mènent les Nations Unies dans le monde entier est l'obligation de demander et d'obtenir l'accord de toutes les parties concernées. Ainsi, dans le rapport Brahimi (Rapport du Groupe d'étude sur les opérations de paix de l'Organisation des Nations Unies, 2000), il est clairement indiqué que « l'accord des parties locales [...] et l'impartialité demeuraient les principes de base du maintien de la paix ». Ainsi, la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP) ne peut opérer des deux côtés de l'île

qu'avec le consentement des deux parties. Sinon, elle « risque de devenir partie au conflit », comme énoncé dans le document intitulé « Opérations de maintien de la paix des Nations Unies : principes et orientations ». Ce principe du consentement est également fondamental pour la mission de bons offices à Chypre, qui traite les parties chypriote turque et chypriote grecque présentes sur l'île sur un pied d'égalité. Malheureusement, dans le cas de l'UNFICYP, il est bafoué depuis longtemps, l'ONU continuant à se dispenser du consentement de la partie chypriote turque.

Parallèlement, la partie chypriote turque a, à maintes reprises, souhaité qu'il soit pris acte de la nécessité d'établir un accord ou un cadre formel définissant les relations entre l'UNFICYP et les autorités chypriotes turques. Il pourrait s'agir d'un accord sur le statut des forces ou de tout autre arrangement mutuellement acceptable. Actuellement, l'UNFICYP opère en République turque de Chypre-Nord en tant qu'invitée et cette relation n'est pas tenable. Si elle continue à ignorer les appels que nous lançons en faveur de l'établissement d'une relation plus structurée, nous n'aurons donc d'autre choix que de revoir notre approche de la question.

De surcroît, toute mission, surtout si elle a été créée il y a plusieurs dizaines d'années, doit faire l'objet d'un examen périodique si l'on veut s'assurer que son mandat et ses principes opérationnels reflètent les réalités actuelles sur le terrain. Dans le cas contraire, il ne fait aucun doute que cette mission aura beaucoup de mal à exercer efficacement ses responsabilités. Comme on le sait, la partie chypriote turque a fait savoir à l'Organisation des Nations Unies à de nombreuses reprises que, plus de 57 ans après le déploiement de la Force sur l'île, il est nécessaire et grand temps d'en examiner le mandat, ainsi que les fonctions et les opérations, compte tenu de l'évolution de la situation sur le terrain.

Par ailleurs, les forces de maintien de la paix doivent avoir une attitude juste et équitable envers chaque partie concernée pour gagner la confiance des intéressés et entretenir avec eux de bonnes relations de travail. Ce n'est qu'ainsi qu'elles pourront donner l'assurance que l'impartialité, valeur fondamentale, est solidement ancrée dans leurs activités.

Nous, Chypriotes turcs, sommes d'avis que les principes susmentionnés devraient être au cœur de toute opération de maintien de la paix, y compris de l'UNFICYP. À cet égard, nous espérons qu'un examen approfondi des opérations et du mandat de cette dernière sera mené dans les plus brefs délais, compte tenu de ce qui précède.

S'agissant des missions politiques spéciales, chaque opération de maintien de la paix doit impérativement être conçue de façon à appuyer les efforts de consolidation de la paix et à ce qu'elle ne fasse pas partie du statu quo. Les parties au conflit doivent donc savoir que la présence d'une force de maintien de la paix ne peut pas être considérée comme acquise indépendamment de l'évolution du processus politique. L'existence d'une force de maintien de la paix ne doit pas constituer « une zone de confort » pour la partie intransigeante, qui estime que le maintien du statu quo lui est favorable.

Les missions politiques spéciales ne peuvent pas fonctionner en vase clos et ne peuvent pas régler la question en jeu sans tenir compte des réalités sur le terrain et des faits juridiques et historiques relatifs au conflit. S'accrocher à des formules désuètes qui ont failli à plusieurs reprises au fil des décennies ne peut que contribuer à renforcer le statu quo. Il faut donc absolument veiller à ce que les missions politiques spéciales ne soient pas enfermées dans un carcan et à ce que qu'elles aient la souplesse nécessaire pour pouvoir travailler sur la base d'idées nouvelles et créatives qui prendraient en considération les enseignements tirés des processus

passés ratés et qui pourraient aboutir en fin de compte à un règlement librement négocié et mutuellement acceptable.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 44 de l'ordre du jour.

Le Représentant de la République turque de Chypre-Nord
(Signé) Mehmet **Dânâ**
